

No. 35746

**Spain
and
Romania**

Convention between Spain and Romania concerning judicial competence, recognition and execution of decisions in civil and commercial matters. Bncbarest, 17 November 1997

Entry into force: *13 June 1999 by notification, in accordance with article 21*

Authentic texts: *French, Romanian and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Spain, 25 June 1999*

**Espagne
et
Ronmanie**

Convention entre l'Espagne et la Roumanie concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécntion des décisions en matière civile et commerciale. Bucarest, 17 novembre 1997

Entrée en vigueur : *13 juin 1999 par notification, conformément à l'article 21*

Textes authentiques : *français, roumain et espagnol*

Enregistrement anprès du Secrétariat des Nations Unies : *Espagne, 25 juin 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION ENTRE L'ESPAGNE ET LA ROUMANIE CONCERNANT LA
COMPÉTENCE JUDICIAIRE, LA RECONNAISSANCE ET L'EXÉCU-
TION DES DÉCISIONS EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE

L'Espagne et la Roumanie, dénommées ci-après les États contractants,

Désirant établir des relations de coopération juridique au niveau bilatéral, qui compléteraient celles existantes au niveau multilatéral, dans le cadre du Conseil de l'Europe,

Considérant que l'établissement d'un système concordant des compétences de leurs juridictions au niveau international et d'une procédure souple d'exécution des décisions en matière civile et commerciale est non seulement dans l'intérêt de leurs nationaux, mais constitue à la fois un support pour le bon déroulement de leurs relations de collaboration dans le domaine économique,

Ont décidé de conclure une convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale et dans ce but sont convenues des dispositions suivantes :

CHAPITRE IER. DOMAINE D'APPLICATION

Article 1. Matières comprises

La présente convention s'applique en matière civile et commerciale, quelle que soit la nature ou la dénomination de l'organe juridictionnel.

Article 2. Matières exclues

Sont exclus du domaine d'application de cette convention :

- a) Les matières fiscales, douanières et administratives;
- b) Le statut et la capacité des personnes physiques, le régime matrimonial, les successions légales et testamentaires;
- c) Les faillites, les liquidations et les conventions entre débiteur et créancier;
- d) La sécurité sociale;
- e) Les assurances de droit privé;
- f) La navigation civile;
- g) L'arbitrage.

CHAPITRE 2. COMPÉTENCE

Article 3. Compétence générale

Les personnes physiques ou morales, quelle que soit leur nationalité, domiciliées ou ayant leur siège sur le territoire d'un des États contractants, seront soumises à la juridiction de l'État respectif et ne pourront pas être attirées devant les tribunaux de l'autre État contractant qu'en vertu des règles de compétence énoncées dans la présente convention.

Les personnes physiques ou morales qui n'ont pas la nationalité de l'État contractant sur le territoire duquel elles ont leur domicile ou, respectivement, leur siège, seront soumises aux règles de compétence applicables aux nationaux de cet État.

Article 4. Compétences exclusives

Sont seuls compétents, sans considération de domicile ou de siège :

1. En matière de droits réels immobiliers et de baux d'immeubles, les tribunaux de l'État contractant sur le territoire duquel l'immeuble est situé.

Toutefois, en matière de baux d'immeubles, destinés à un usage personnel, conclus pour une période maximale de six mois consécutifs, sont également compétents les tribunaux de l'État contractant dans lequel le défendeur est domicilié, chaque fois que le locateur et le locataire sont des personnes physiques et qu'aucune des parties en litige n'a le domicile dans l'État contractant où l'immeuble est situé.

2. En matière de validité, de nullité ou de dissolution des personnes morales ayant le siège sur le territoire d'un des États contractants ou de décisions de leurs organes de direction, les tribunaux de l'État contractant respectif.

3. En matière de validité des inscriptions sur les registres publics, les tribunaux de l'État contractant où sont tenus ces registres.

4. En matière d'inscription ou de validité des brevets, marques, dessins ou modèles et autres droits analogues donnant lieu à dépôt ou à un enregistrement, les juridictions de l'État contractant sur le territoire duquel le dépôt ou l'enregistrement a été demandé, a été effectué ou est réputé avoir été effectué aux termes d'une convention internationale.

5. En matière d'exécution des décisions, les tribunaux de l'État contractant du lieu de l'exécution.

Article 5. Compétences spéciales

Par exception aux dispositions de l'art. 3, les personnes domiciliées ou ayant leur siège sur le territoire d'un des États contractants, pourront être attirés devant les tribunaux de l'autre État contractant :

1. En matière contractuelle, devant le tribunal du lieu où l'obligation qui sert de base à la demande a été exécutée ou devrait être exécutée. En matière de contrat individuel de travail, ce lieu sera celui où le travailleur accomplit habituellement son travail; la personne qui embauche peut être attirée devant le tribunal du lieu où se trouve son siège.

2. En matière d'obligation alimentaire, devant le tribunal du lieu où le créancier d'aliments a son domicile ou sa résidence habituelle ou, s'il s'agit d'une demande accessoire à une action relative à l'état des personnes, devant le tribunal de l'État contractant saisi à titre principal.

3. En matière de responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle, devant le tribunal du lieu où le fait dommageable s'est produit.

4. En matière d'action civile fondée sur un fait qui fait l'objet d'un procès pénal, devant le tribunal du lieu où le procès pénal est jugé.

5. S'il s'agit d'une contestation relative à l'exploitation des succursales, des agences ou de tous autres établissements similaires, devant le tribunal du lieu de leur situation.

6. Quand il s'agit de plusieurs défendeurs, devant le tribunal du domicile de l'un d'eux.

7. Au cas d'une demande reconventionnelle qui dérive du contrat ou du fait sur lequel est fondée la demande originaire, d'une demande en garantie ou d'une demande en intervention, devant le tribunal saisi de la demande originaire.

8. En matière contractuelle, si l'action peut être jointe à un autre en matière de droits réels immobiliers, devant le tribunal de l'État contractant où l'immeuble est situé.

Article 6. Prorogation de compétence

1. Sera compétent le tribunal de l'État contractant devant lequel le défendeur comparait, à l'exception du cas où la comparution de celui-ci aurait comme objet la contestation de la compétence ou du cas auquel se réfère le paragraphe 3 du présent article.

2. Sera également compétent le tribunal de l'État contractant dont les parties en litige sont convenues pour connaître de tout différend né ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé. Une telle convention attributive de juridiction devra être conclue :

a) Par écrit ou verbalement avec confirmation écrite, ou

b) Sous une forme qui soit conforme à un usage que les parties en litige avaient établi dans leurs rapports.

3. La prorogation de compétence ne produira pas des effets si par cela est écartée la compétence exclusive des tribunaux, prévue à l'art. 4, ou si dans la matière des contrats individuels de travail la renonciation aux droits personnels s'est produite avant la naissance du litige.

Article 7. Vérification de la compétence

1. Lorsque le tribunal d'un État contractant saisi à titre principal d'un litige, pour lequel sont exclusivement compétents, conformément à l'art. 4, les tribunaux de l'autre État contractant, l'incompétence sera déclarée d'office.

2. Lorsque le défendeur domicilié sur le territoire d'un État contractant est attiré devant un tribunal de l'autre État contractant et ne comparait pas, ledit tribunal se déclarera d'office incompétent si sa compétence n'est pas fondée aux termes de cette convention.

Article 8. Litispendance et connexité

1. Lorsque des demandes ayant le même objet et la même cause sont formées entre les mêmes parties devant deux tribunaux situés chacun dans un autre État contractant, le tribunal saisi en second lieu sursoit d'office à statuer jusqu'à ce que la compétence du premier tribunal saisi soit établie.

Lorsque la compétence du tribunal premier saisi est établie, le tribunal saisi en second lieu se dessaisit en faveur du tribunal premier saisi.

2. Si, par suite d'un conflit négatif de compétence, un déni de justice se produit, tout autre tribunal sera compétent de solutionner le litige.

3. Lorsque des demandes connexes sont formées devant des tribunaux situés dans les deux États contractants et sont pendantes au premier degré de juridiction, le tribunal saisi en second lieu peut surseoir à statuer.

Ce tribunal pourra également se dessaisir, à la demande de l'une des parties, à condition que sa loi lui permette la jonction d'affaires connexes et que le tribunal premier saisi soit compétent pour connaître des deux demandes.

4. Sont connexes, au sens du paragraphe 3 du présent article, les demandes liées entre elles par un rapport si étroit qu'il y a intérêt à les instruire et à juger en même temps, afin d'éviter des solutions qui pourraient être inconciliables si les causes étaient jugées séparément.

5. Lorsque les deux tribunaux se déclarent compétents de façon exclusive, le dessaisissement aura lieu en faveur du tribunal premier saisi.

Article 9. Mesures provisoires et conservatoires

Les mesures provisoires ou conservatoires peuvent être demandées devant les tribunaux d'un des États contractants, même si, en vertu de la présente convention, seraient compétents pour connaître du fond les tribunaux de l'autre État.

Ces mesures devront être conformes à la loi interne du tribunal requis et, en tout cas, ne produiront pas des effets si le tribunal saisi les déclareraient sans effet.

CHAPITRE 3. RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

Article 10. Décisions

On entend par décision, au sens de la présente convention, toute décision rendue par une juridiction d'un des États contractants, quelle que soit sa dénomination qui lui est donnée, ainsi que l'acte établissant le montant des frais du procès.

Article 11. Reconnaissance

1. Les décisions rendues dans un État contractant seront reconnues dans l'autre État sans qu'il soit nécessaire de recourir à aucune procédure.

2. En cas de contestation, toute partie intéressée qui invoque la reconnaissance à titre principal pourra faire constater que la décision soit reconnue, conformément à la procédure prévue au chapitre 4.

3. Si la reconnaissance est invoquée de façon incidente devant la juridiction d'un des États contractants, celle-ci sera compétente pour en connaître.

Article 12. Causes de refus de la reconnaissance :

1. Les décisions ne seront pas reconnues :

a) Si la reconnaissance est, d'une manière évidente, contraire à l'ordre public de l'État contractant requis;

b) S'il est décidé en l'absence du défendeur, au cas où l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent ne lui a pas été signifié ou notifié, régulièrement et en temps utile, pour qu'il puisse se défendre;

c) Si la décision est inconciliable avec une décision rendue dans un litige entre les mêmes parties dans l'État contractant requis;

d) Si le tribunal de l'État contractant d'origine, pour rendre sa décision, a, en tranchant une question relative à l'état ou à la capacité des personnes physiques, au régime matrimonial, aux successions légales ou testamentaires, méconnu une règle du droit international privé de l'État contractant requis, à moins que sa décision n'aboutisse au même résultat que s'il avait fait application des normes du droit international privé de l'État contractant requis;

e) Si la décision est inconciliable avec une décision rendue antérieurement dans un État non-contractant, entre les mêmes parties, dans un litige ayant le même objet et la même cause, lorsque cette dernière décision réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État contractant requis.

2. De même, ne seront pas reconnues les décisions rendues dans l'État contractant d'origine, si les règles de compétence prévues dans la présente convention ont été méconvenues.

3. Lors de l'appréciation des compétences mentionnées au paragraphe 2 de cet article, le tribunal requis est lié par les constatations de fait sur lesquelles le tribunal de l'État contractant d'origine a fondé sa compétence.

4. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de cet article, il ne pourrait être procédé au contrôle de la compétence des juridictions de l'État contractant d'origine; les règles relatives à la compétence ne concernent pas l'ordre public visé à cet article, paragraphe 1er, lettre (a) de la présente convention.

Article 13. Interdiction de la révision au fond

La décision étrangère ne pourra faire l'objet d'une révision au fond.

CHAPITRE 4. EXÉCUTION DES DÉCISIONS

Article 14. Caractère de la décision et organe compétent

1. Les décisions rendues par un tribunal d'un des États contractants et qui sont exécutoires peuvent être mises à exécution sur le territoire de l'autre État contractant, sur requête de toute partie intéressée.

2. La requête de mise à exécution sera déposée :

- En Espagne, devant le tribunal de première instance du domicile du défendeur ou devant le tribunal où aura lieu la mise à exécution;
- En Roumanie, devant le tribunal dans la circonscription duquel aura lieu la mise à exécution.

Article 15. Loi applicable

1. La requête de mise à exécution est formulée et solutionnée conformément à la loi du for.

2. Cette loi établira également les mesures conservatoires qui doivent être prises à l'égard de la partie contre laquelle la mise à exécution a été décidée, lors d'une voie de recours.

Article 16. Exécution partielle

Lorsque la décision étrangère a statué sur plusieurs chefs de la demande, qui sont dissociables, l'exécution peut être demandée partiellement.

Article 17. Amendes civiles et frais

Pour l'exécution des amendes civiles ou des frais de justice, il est nécessaire que le montant ait été fixé par la décision du tribunal d'origine.

Article 18. Assistance judiciaire gratuite

Le requérant de la mise à exécution, qui dans l'État contractant d'origine, a bénéficié en tout ou en partie d'assistance judiciaire gratuite, jouira d'un bénéfice similaire devant le tribunal compétent pour la mise à exécution.

Article 19. Dispense de caution et de dépôt

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé en raison, soit de la qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, à la partie qui demande l'exécution dans l'un des États contractants d'une décision rendue dans l'autre État contractant.

Article 20. Actes

1. La partie en litige qui demande la reconnaissance ou l'exécution doit produire :
 - a) Copie authentique de la décision de laquelle il résulterait qu'elle est à la fois définitive et exécutoire et qu'elle a été communiquée;
 - b) L'acte qui atteste, au cas d'une décision par défaut, le fait que l'acte introductif d'instance a été communiqué sous une forme conforme à la loi de l'État contractant d'origine;
 - c) S'il s'agit d'une exécution, l'acte attestant que le requérant bénéficie, s'il y a lieu, d'une assistance judiciaire gratuite.
2. À défaut de production des documents prévus ci-dessus, le tribunal pourra impartir un délai pour les produire, qui ne dépassera pas 60 jours, ou accepter des documents équivalents ou, si il s'estime suffisamment éclairé, en dispenser.
3. Il est produit une traduction des documents si l'autorité judiciaire l'exige; la traduction est certifiée par une personne habilitée à cet effet dans l'un des États contractants.
4. Aucune légalisation ni formalité analogue ne sera exigée pour les documents mentionnés antérieurement ou pour la procuration ad litem, au cas où il n'existe aucun doute sur leur authenticité.

CHAPITRE 5. DISPOSITIONS FINALES

Article 21

1. La présente convention est soumise à la ratification et entrera en vigueur après un délai de 30 jours à compter de la date de la dernière notification par laquelle les États contractants se sont communiqué réciproquement l'accomplissement des procédures internes nécessaires à cet effet.
 2. La convention est conclue pour une période non-déterminée et pourra être dénoncée par notification écrite, par voie diplomatique. La dénonciation produira ses effets après un délai de six mois à compter de la date où la notification a été reçue.
 3. Les difficultés qui pourraient surgir en application de la présente convention seront résolues par voie diplomatique.
- Faite à Bucarest, le 17 novembre 1997, en deux exemplaires originaux, chacun en langue espagnole, roumaine et française, tous les textes faisant également foi.

Pour l'Espagne :

MARGARITA MARISCAL DE GANTE Y MIRON

Pour la Roumanie :

VALERIU STOICA

[ROMANIAN TEXT — TEXTE ROUMAIN]

CONVENȚIE

**între Spania și România privind competența judiciară,
recunoașterea și executarea hotărârilor în materie civilă și
comercială**

Spania și România, denumite în continuare State contractante,

Dorind să stabilească relații de cooperare juridică, la nivel bilateral, care să le completeze pe cele existente, la nivel multilateral, în cadrul Consiliului Europei,

Considerând că stabilirea unui sistem concordant de competențe pentru jurisdicțiile lor în plan internațional și a unei proceduri suplă de executare a hotărârilor în materie civilă și comercială este nu numai în folosul cetățenilor lor, ci constituie deopotrivă un suport pentru buna desfășurare a relațiilor lor de colaborare în domeniul economic,

Au decis să încheie o convenție privind competența judiciară, recunoașterea și executarea hotărârilor pronunțate în cauze civile și comerciale, în care scop au convenit dispozițiile ce urmează:

CAPITOLUL 1

Sfera de aplicare

Articolul 1. Materii incluse

Prezenta Convenție se aplică în materie civilă și comercială, independent de natura sau denumirea organului jurisdicțional.

Articolul 2. Materii excluse

Sunt excluse din sfera de aplicare a acestei Convenții:

- a) materiile fiscale, vamale și administrative;
- b) statutul și capacitatea persoanelor fizice, regimul matrimonial, succesiunile legale și testamentare;
- c) falimentele, lichidările și înțelegerile între debitor și creditor;
- d) asigurările sociale ;
- e) asigurările de drept privat ;
- f) navigația civilă ;
- g) arbitrajul.

CAPITOLUL 2

Competența

Articolul 3. Competența generală

Persoanele fizice sau juridice, indiferent de cetățenie sau, respectiv, naționalitate, domiciliat sau avându-și sediul pe teritoriul unuia din Statele contractante vor fi supuse jurisdicției statului respectiv și nu vor putea fi chemate să compare în fața instanțelor celuilalt Stat contractant, decât în virtutea regulilor de competență enunțate de prezenta Convenție.

Persoanele fizice sau juridice care nu au cetățenia sau, respectiv, naționalitatea Statului contractant pe teritoriul căruia își au domiciliul sau, respectiv, sediul vor fi supuse regulilor de competență aplicabile naționalilor acelui Stat.

Articolul 4. Competențe exclusive

Sunt exclusiv competente, fără a se lua în considerare domiciliul sau sediul:

1. În materie de drepturi reale imobiliare și de contracte de închiriere a bunurilor imobile, instanțele Statului contractant pe teritoriul căruia se află imobilul.

Cu toate acestea, în materie de contracte de închiriere de bunuri imobile destinate folosinței personale, încheiate pentru o perioadă de cel mult șase luni consecutive, sunt deopotrivă competente instanțele Statului contractant unde își are domiciliul pârâtul, ori de câte ori locatorul și locatarul sunt persoane fizice și nici una din părțile în litigiu nu domiciliază în Statul contractant unde se află imobilul.

2. În materie de validitate, nulitate sau dizolvare de persoane juridice având sediul pe teritoriul unuia din Statele contractante sau de decizii ale organelor de conducere ale acestora, instanțele Statului contractant respectiv.

3. În materie de validitate a înregistrărilor în registrele publice, instanțele Statului contractant unde se țin aceste registre.

4. În materie de înregistrare sau de validitate a brevetelor, mărcilor, desenelor sau modelelor și altor drepturi analoge supuse regimului depunerii sau înregistrării, jurisdicțiile Statului contractant pe teritoriul căruia s-a solicitat, s-a efectuat sau se consideră ca s-a efectuat depunerea sau înregistrarea în temeiul unei convenții internaționale.

5. În materie de executare a hotărârilor, instanțele Statului contractant al locului de executare.

Articolul 5. Competențe speciale

Prin excepție de la dispozițiile art. 3, persoanele domiciliat sau care își au sediul pe teritoriul unui Stat contractant, vor putea fi chemate în fața instanțelor celuilalt Stat contractant :

1. În materie contractuală, la instanța locului unde a fost îndeplinită sau ar trebui să fie îndeplinită obligația care stă la baza cererii. În materie de contract individual de muncă, acest loc va fi cel unde salariatul își desfășoară în mod obișnuit activitatea; persoana care angajează poate să fie chemată în fața instanței locului unde își are sediul.

2. În materie de obligație alimentară, la instanța locului de domiciliu sau reședință obișnuită a creditorului pensiei sau, dacă este vorba de o cerere accesorie unei acțiuni referitoare la statutul persoanelor, la instanța Statului contractant competentă să judece cererea principală.

3. În materie de răspundere delictuală și cvasidelictuală, la instanța locului unde s-a produs fapta generatoare de daune.

4. În materie de acțiune civilă întemeiată pe o faptă ce face obiectul unui proces penal, la instanța locului unde se judecă procesul penal.

5. În litigii referitoare la funcționarea succursalelor, agențiilor sau oricăror altor instituții similare, la instanța locului unde acestea își au sediul.
6. Când există mai mulți pârâți, la instanța domiciliului oricăruia dintre ei.
7. În cazul unei cereri reconvenționale care derivă din fapta sau contractul pe care se bazează acțiunea principală, al unei cereri de chemare în garanție, sau al unei cereri de intervenție, la instanța sesizată cu acțiunea principală.
8. În materie contractuală, dacă acțiunea poate fi conexasă la o alta din materia drepturilor reale imobiliare, la instanța Statului contractant pe teritoriul căreia se află imobilul.

Articolul 6. Prorogarea de competență

1. Va fi competentă instanța Statului contractant în fața căreia a compărut pârâțul, în afară de cazul în care prezența acestuia ar fi avut ca obiect contestarea competenței sau de cazul la care se referă paragraful 3 din prezentul articol.
2. Va fi, deasemenea, competentă instanța Statului contractant la care s-au supus părțile în litigiu, pentru a acționa în cazul oricărui litigiu apărut sau care ar putea să apară în urma unui raport de drept determinat. O asemenea convenție atributivă de jurisdicție, va trebui să se încheie :
 - a) în scris sau verbal cu confirmare scrisă, sau
 - b) într-o formă care să corespundă practicii pe care părțile în litigiu au stabilit-o în relațiile lor.
3. Prorogarea de competență, nu produce efecte dacă prin aceasta, se înlătură competența exclusivă a instanțelor prevăzută în art. 4, nici dacă, în materia contractelor individuale de muncă, renunțarea la drepturile proprii s-a produs înainte de apariția litigiului.

Articolul 7. Verificarea competenței.

1. Instanța unui Stat contractant sesizată cu o acțiune principală, pentru care sunt competente exclusiv, potrivit art. 4, instanțele celui alt Stat contractant, se va declara, din oficiu, necompetentă.

2. Când pârâtul domiciliat pe teritoriul unuia din Statele contractante a fost chemat în fața unei instanțe a celui alt Stat contractant și nu compare, acea instanță se va declara din oficiu necompetentă, în cazul în care competența sa nu s-ar întemeia pe vreo regulă a acestei Convenții.

Articolul 8. Litispendență și conexitate.

1. În cazul în care se formulează cereri având același obiect și aceeași cauză, între aceleași părți în litigiu, în fața a două instanțe situate fiecare în alt Stat contractant, instanța în fața căreia se formulează cea de-a doua cerere va suspenda, din oficiu, judecata, până când se va stabili asupra competenței instanței în fața căreia s-a intentat prima cerere.

Când instanța în fața căreia s-a intentat prima cerere s-a declarat competentă, cea de-a doua instanță își va declina competența în favoarea celei mai întâi sesizate.

2. Dacă, urmare a unui conflict negativ de competențe, se produce o denegare de justiție, orice instanță va fi competentă să soluționeze litigiul.

3. Când se prezintă cereri conexe în fața unor instanțe situate în ambele State contractante, cereri pendinte în primul grad de jurisdicție, instanța în fața căreia a fost prezentată cererea ulterioară va putea suspenda judecata.

Această instanță va putea, în egală măsură, să-și declina competența, la cererea uneia din părțile în litigiu, cu condiția ca legea sa internă să permită conexarea cererilor și ca instanța sesizată cu prima cerere să fie competentă să le soluționeze pe amândouă.

4. Sunt conexe, în sensul paragrafului 3 din prezentul articol, cererile legate între ele printr-o relație atât de strânsă încât există interes ca ele să fie examinate și judecate în același timp, pentru a se evita pronunțarea de soluții care ar putea fi inconciliabile dacă pricinile s-ar judeca separat.

5. Când ambele instanțe se declară exclusiv competente, declinarea competenței se va face în favoarea instanței în fața căreia s-a prezentat prima cerere.

Articolul 9. Măsuri provizorii și asigurătorii.

Se pot solicita măsuri provizorii sau asigurătorii în fața instanțelor unuia din Statele contractante, inclusiv dacă, în baza prezentei Convenții, ar fi competente, pe fond, instanțele celuilalt Stat.

Aceste măsuri vor trebui să fie conforme cu legea internă a instanței solicitate și, în orice caz, nu vor avea efect dacă instanța sesizată le va declara fără efect.

CAPITOLUL 3

Recunoașterea și executarea

Articolul 10. Hotărâri

Prin hotărâre se înțelege, în sensul acestei Convenții, orice hotărâre pronunțată de o jurisdicție a unuia din Statele contractante, indiferent de denumirea acesteia, inclusiv actul prin care se stabilesc cheltuielile de judecată.

Articolul 11. Recunoașterea

1. Hotărârile date într-un Stat contractant vor fi recunoscute în celălalt Stat contractant, fără să fie necesar a se recurge la vreo procedură.

2. În caz de opunere, orice parte interesată care invocă recunoașterea pe cale principală va putea solicita recunoașterea hotărârii, conform procedurii prevăzute la capitolul 4.

3. Dacă recunoașterea se invocă pe cale incidentală în fața jurisdicției unuia din Statele contractante, aceasta va fi competentă să o soluționeze.

Articolul 12. Cauze de refuz ale recunoașterii.

1. Hotărârile nu vor fi recunoscute:

- a) Dacă recunoașterea este evident contrară ordinii publice a Statului contractant solicitat.
- b) Când se pronunță în lipsa pârâtului, dacă nu i s-a remis sau nu i s-a adus acestuia la cunoștință citația sau un act echivalent, pe o cale obișnuită și în timp util, pentru a se apăra.
- c) Dacă hotărârea este inconciliabilă cu o hotărâre pronunțată într-un litigiu între aceleași părți, în Statul contractant solicitat.
- d) Dacă instanța Statului contractant de origine, pentru a pronunța hotărârea sa, nu a cunoscut, la luarea deciziei într-o problemă referitoare la statutul sau capacitatea persoanelor fizice, la regimul matrimonial, la succesiunile legale sau testamentare, o regulă de drept internațional privat a Statului contractant solicitat, în afara cazului în care s-ar fi ajuns la același rezultat prin aplicarea normelor de drept internațional privat ale Statului contractant solicitat.

- e) Dacă hotărârea este inconciliabilă cu o hotărâre pronunțată anterior într-un Stat necontractant, între aceleași părți, într-un litigiu având același obiect și aceeași cauză, când această ultimă hotărâre întrunește condițiile necesare pentru recunoașterea sa în Statul contractant solicitat.
2. De asemenea, nu vor fi recunoscute hotărârile pronunțate în Statul contractant de origine cu nerespectarea regulilor de competență din prezenta Convenție.
3. În aprecierea competențelor menționate în paragraful 2 al acestui articol, instanța solicitată va fi totuși legată de constatările de fapt pe care instanța Statului contractant de origine și-a întemeiat competența.
4. Fără a se aduce atingere dispozițiilor din paragraful 2 al acestui articol, nu se va putea proceda la controlul competenței jurisdicției Statului contractant de origine ; regulile referitoare la competență nu se referă la ordinea publică vizată de paragraful 1 litera (a) a acestui articol.

Articolul 13. Interzicerea revizuirii în fond.

Hotărârea străină nu va putea constitui obiect de revizuire în fond.

CAPITOLUL 4

Executarea hotărârilor

Articolul 14. Caracterul hotărârii și organul competent.

1. Hotărârile pronunțate de o instanță a unui Stat contractant și care sunt executorii, pot fi puse în executare pe teritoriul celui alt Stat contractant, la cererea oricărei părți interesate.

2. Cererea de executare se va prezenta:

- În Spania, în fața judecătorei de primă instanță de la domiciliul pârâtului sau în fața celei unde urmează să aibă loc executarea.
- În România, în fața instanței în a cărei circumscripție urmează să aibă să aibă loc executarea.

Articolul 15. Legea aplicabilă.

1. Cererea de executare se formulează și se soluționează conform legii forului.

2. Această lege va stabili și măsurile asigurătorii care trebuie luate în cazul părții împotriva căreia s-a decis executarea, în timp ce are loc un recurs.

Articolul 16. Executarea parțială.

Când hotărârea străină conține soluții cu privire la mai multe capete de cerere, care sunt dissociabile, executarea poate fi cerută parțial.

Articolul 17. Amenzi civile și cheltuieli.

Pentru executarea amenzilor civile sau a cheltuielilor de judecată, este necesar ca sumele respective să fi fost stabilite prin hotărâre a instanței de origine.

Articolul 18. Asistență juridică gratuită.

Solicitantul executării, care în Statul contractant de origine s-a bucurat de asistență juridică gratuită, totală sau parțială, se va bucura de un beneficiu asemănător în fața instanței competente pentru executare.

Articolul 19. Dispensă de cauțiune sau depunere.

Nici o cauțiune și nici o depunere, sub orice denumire ar fi, nu pot fi impuse părții care cere executarea într-un Stat contractant a unei hotărâri pronunțate în celălalt Stat contractant, nici motivată de calitatea de străin, nici de lipsa domiciliului sau a reședinței în Statul contractant solicitat.

Articolul 20. Acte.

1. Partea în litigiu care solicită recunoașterea sau executarea va trebui să prezinte:

- a) Copie autentică a hotărârii din care să rezulte, totodată, că este definitivă și executorie și că a fost comunicată.
- b) Actul care atestă în cazul pronunțării hotărârii în lipsă, faptul că cererea a fost comunicată într-o formă conformă cu legea Statului contractant de origine.
- c) Dacă este cazul și dacă privește o executare, actul care atestă beneficiul asistenței juridice gratuite.

2. Dacă nu se prezintă actele prevăzute mai sus, instanța va putea să stabilească un termen pentru prezentarea acestora, care nu va depăși 60 de zile, să accepte acte echivalente sau să renunțe la ele dacă se consideră suficient de documentată.

3. În cazul în care autoritatea judiciară o cere se va face o traducere oficială a documentelor ; traducerea va fi certificată de o persoană abilitată, în acest scop, în unul din Statele contractante.

4. Nu se va solicita nici o legalizare sau formalitate analogă pentru actele menționate anterior sau pentru procura ad litem, în măsura în care nu există îndoieli cu privire la autenticitatea lor.

CAPITOLUL 5

Dispoziții finale

Articolul 21.

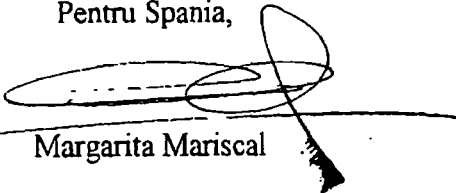
1. Prezenta Convenție este supusă ratificării, intrând în vigoare după 30 de zile de la data ultimei notificări prin care Statele contractante și-au comunicat în mod reciproc îndeplinirea procedurilor interne necesare în acest scop.

2. Convenția se încheie pe durată nedeterminată și va putea fi denunțat prin notificare scrisă, pe cale diplomatică. Denunțarea va produce efect după șase luni de la data primirii notificării.

3. Dificultățile care s-ar putea ivi în aplicarea prezentei Convenții vor fi rezolvate pe cale diplomatică.

Semnată la București, la data de 17 noiembrie 1997, în două exemplare originale, fiecare în limbile spaniolă, română și franceză, toate textele fiind egal autentice.

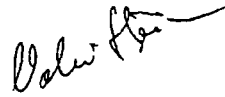
Pentru Spania,



Margarita Mariscal

de Gante y Miron

Pentru România,



Valeriu Stoica

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

***CONVENIO ENTRE ESPAÑA Y RUMANIA SOBRE
COMPETENCIA JUDICIAL, RECONOCIMIENTO Y EJECUCION
DE DECISIONES EN MATERIA CIVIL Y MERCANTIL***

España y Rumania, en lo sucesivo, los Estados contratantes

DESEANDO establecer relaciones de cooperación jurídica, a nivel bilateral, que complementen las existentes a nivel multilateral en el marco del Consejo de Europa,

CONSIDERANDO que el establecimiento de un sistema concordado de competencias jurídicas de sus tribunales en el orden internacional y un procedimiento ágil de ejecución de decisiones en materia civil y mercantil, no sólo redunda en beneficio de sus nacionales, sino que constituye a la vez un soporte para el desarrollo de sus relaciones económicas,

HAN DECIDIDO adoptar un Convenio sobre competencia judicial, reconocimiento y ejecución de decisiones en materia civil y mercantil, y a tal efecto han convenido las disposiciones siguientes:

CAPITULO I

Ambito de aplicación

Artículo 1. Materias incluídas.

El presente Convenio se aplicará en material civil y mercantil, con independencia de la naturaleza o denominación del órgano jurisdiccional.

Artículo 2. Materias excluídas.

Quedan excluídas del ámbito de aplicación de este Convenio:

- a) Las materias fiscal, aduanera y administrativa.*
- b) El estado y capacidad de las personas físicas, régimen matrimonial, sucesiones legítimas y testamentos.*
- c) Las quiebras, concursos y convenios entre el deudor y los acreedores.*
- d) La seguridad social.*
- e) Los seguros de derecho privado.*
- f) La navegación civil.*
- g) El arbitraje.*

CAPITULO II

Competencia

Artículo 3. Competencia general.

Las personas físicas o jurídicas independientemente de la nacionalidad, domiciliadas o que tengan la sede en el territorio de uno de los Estados contratantes quedarán sometidas a la jurisdicción de dicho Estado contratante y no podrán ser demandadas ante los Tribunales del otro Estado contratante, salvo que concurriere alguna de las reglas de competencia establecidas en el presente Convenio.

Las personas físicas o jurídicas que no tengan la nacionalidad del Estado contratante donde tuvieren su domicilio o sede, serán sometidas a las reglas de competencia aplicables a los nacionales de dicho Estado contratante.

Artículo 4. Competencias exclusivas.

Son exclusivamente competentes, sin consideración al domicilio o sede:

- 1. En materia de derechos reales inmobiliarios y de contratos de arrendamiento de bienes inmuebles, los tribunales del Estado contratante en que se hallaren sitios.*

No obstante, en materia de contratos de arrendamientos de bienes inmuebles destinados a uso particular concluidos por un plazo máximo de seis meses consecutivos, son igualmente competentes los tribunales del Estado contratante donde estuviere domiciliado el demandado, siempre que arrendador y arrendatario fueren personas físicas y que ninguna de las partes estuviera domiciliada en el Estado contratante en el que el inmueble se hallare sito.

2. *En materia de validez, nulidad o disolución de personas jurídicas que tuvieran su domicilio en un Estado contratante o de decisiones de los órganos directivos de las mismas, los tribunales del Estado contratante respectivo.*
3. *En materia de validez de las inscripciones en los Registros Públicos, los tribunales del Estado contratante, en el que se encuentre dicho Registro.*
4. *En materia de inscripciones o validez de patentes, marcas, dibujos o modelos y demás análogos sometidos a depósito o registro, los tribunales del Estado contratante en que se hubiere solicitado, efectuado o tenido por efectuado el depósito o registro en virtud de lo dispuesto en un convenio internacional.*
5. *En materia de ejecución de decisiones, los tribunales del Estado contratante del lugar de ejecución.*

Artículo 5. Competencias especiales.

No obstante lo dispuesto en el artículo 3, las personas domiciliadas o que tengan su sede en uno de los Estados contratantes, podrán ser demandadas ante los tribunales del otro Estado contratante.

1. *En material contractual, ante el tribunal del lugar en el que hubiere sido o debiere ser cumplida la obligación que sirviese de base a la demanda. En materia de contrato individual de trabajo, dicho lugar será aquel en el que el trabajador desempeñase habitualmente su trabajo, pudiendo demandarse también al empresario, ante el tribunal del lugar en que radicase el establecimiento en que fue contratado.*
2. *En materia de obligaciones alimenticias, ante el tribunal del lugar del domicilio o residencia habitual del acreedor de alimentos o, si se tratase de una demanda incidental a una acción relativa al estado de las personas, ante el tribunal del Estado contratantes competente para juzgar la demanda principal.*
3. *En materia de responsabilidad delictual y cuasi delictual, ante el tribunal del lugar en el que se hubiere producido el hecho que genera los daños.*
4. *En material de acciones civiles derivadas de un hecho que constituye el objeto de un juicio penal, ante el tribunal del lugar que conociere del proceso penal.*

5. *En los litigios relativos a la explotación de sucursales, agencias o cualquier otro establecimiento, ante el tribunal del lugar en que se hallare su sede.*
6. *Cuando hubiere varios demandados, ante el tribunal del domicilio de cualquiera de ellos.*
7. *Cuando se tratare de una demanda reconvenzional derivada del hecho o contrato en que se fundamentase la demanda principal, de una solicitud de garantía o de una solicitud de intervención, ante el tribunal que estuviere conociendo de la demanda original.*
8. *En materia contractual, si la acción pudiere acumularse con otra en materia de derechos reales inmobiliarios, ante el tribunal del Estado contratante en el que estuviere sito el inmueble.*

Artículo 6. Prórroga de la competencia.

1. *Será competente el tribunal del Estado contratante ante el que hubiere comparecido el demandado, salvo que tal comparecencia tuviere por objeto impugnar la competencia, o en los casos previstos en el apartado 3 del presente artículo.*
2. *Será igualmente competente el tribunal del Estado contratante al que se hubieren*

sometido los litigantes, para conocer de cualquier litigio surgido o que pueda surgir con ocasión de una determinada relación jurídica. Tal convenio atributivo de jurisdicción deberá celebrarse:

- a) por escrito o verbalmente con confirmación escrita,*
 - o*
 - b) en una forma que se ajuste a los hábitos que los litigantes hubieren establecido en sus relaciones.*
3. *La prórroga de competencia no será procedente, cuando con ella se excluyere la competencia exclusiva de los tribunales prevista en el artículo 4, o si se trata de contratos individuales de trabajo, cuando la renuncia al foro propio fuere anterior al nacimiento del litigio.*

Artículo 7. *Apreciación de la competencia.*

1. *El tribunal de un Estado contratante que conociere con carácter principal de un litigio, para el que fueran exclusivamente competentes los tribunales del otro Estado contratante, conforme al artículo 4 se declarará, de oficio, incompetente.*
2. *Cuando el demandado domiciliado en uno de los Estados contratantes fuese demandando ante un tribunal del otro Estado contratante y no compareciere, aquel*

tribunal se declarará de oficio incompetente, si su competencia no estuviere fundada en alguna regla de este Convenio.

Artículo 8. Litispendencia y conexidad.

1. *Cuando se formularen demandas con el mismo objeto y la misma causa entre los mismos litigantes, ante dos tribunales de los Estados contratantes, el tribunal ante el que se formula la segunda demanda suspenderá de oficio el procedimiento, en tanto no se declare competente el tribunal ante el que se interpuso la primera demanda.*

Cuando el tribunal ante el que se interpuso la primera demanda se declarase competente, el segundo tribunal declinará su competencia en favor del primero.

2. *Si como consecuencia de un conflicto negativo de competencia se produjere una denegación de justicia, cualquier tribunal podrá conocer del litigio.*
3. *Cuando se presentaren demandas conexas en los tribunales de los dos Estados contratantes, y estuviesen pendientes en primera instancia, el tribunal ante el que se hubiere presentado la demanda posterior, podrá suspender el procedimiento.*

Este tribunal podrá también declinar su competencia, a instancia de un litigante,

- a condición de que su ley interna permita la acumulación de asuntos conexos y de que el tribunal que conociera de la primera demanda fuere competente para conocer de ambas.*
4. *Se considerarán conexas, a efectos del apartado 3 del presente artículo, las demandas vinculadas entre sí por una relación tan estrecha que sería oportuno tramitarlas y juzgarlas al mismo tiempo, con el fin de evitar resoluciones que podrían ser inconciliables si los asuntos se fallasen separadamente.*
 5. *Cuando ambos tribunales se declarasen exclusivamente competentes, la declinatoria se hará en favor del tribunal ante el que se hubiere presentado la primera demanda.*

Artículo 9. Medidas provisionales y cautelares.

Podrán solicitarse medias provisionales o cautelares ante los tribunales de uno de los Estados contratantes, incluso, si en virtud del presente Convenio, fueren competentes en cuanto al fondo los tribunales del otro Estado contratante.

Dichas medidas deberán ajustarse a la ley interna del tribunal requerido y, en todo caso, quedarán sin efecto si el tribunal que conociere del litigio las declarase sin efecto.

CAPITULO III

Reconocimiento y ejecución

Artículo 10. Decisiones.

Se entenderá por decisión, a los efectos de este Convenio, cualquier resolución adoptada por un tribunal de uno de los Estados contratantes, con independencia de la denominación que recibiere, así como el acto por el cual se liquidaren las costas del proceso.

Artículo 11. Reconocimiento.

- 1. Las decisiones dictadas en un Estado contratante serán reconocidas en el otro Estado contratante, sin que fuere necesario recurrir a procedimiento alguno.*
- 2. En caso de oposición cualquier parte interesada que invocara el reconocimiento con carácter principal podrá solicitar, por el procedimiento previsto en el Capítulo IV, que se reconozca la decisión.*
- 3. Si el reconocimiento se invocare como cuestión incidental ante un tribunal de un Estado contratante, dicho tribunal será competente para entender del mismo.*

Artículo 12. Causas de denegación del reconocimiento.

1. Las decisiones no se reconocerán:

- a) *Si el reconocimiento fuere manifiestamente contrario al orden público del Estado contratante requerido.*
- b) *Cuando se dictaren en ausencia del demandado, si no se hubiere entregado o notificado al mismo la cédula de emplazamiento, o documento equivalente, de forma regular y con tiempo suficiente para defenderse.*
- c) *Si la decisión fuere inconciliable con una decisión dictada en un litigio, entre las mismas partes, en el Estado contratante requerido.*
- d) *Si el tribunal del Estado contratante de origen, para dictar su decisión hubiere desconocido, al decidir de una cuestión relativa al estado o capacidad de las personas físicas, a los regímenes matrimoniales, a los testamentos o a las sucesiones legítimas, una regla de Derecho internacional privado del Estado contratante requerido, a menos que se hubiere llegado al mismo resultado mediante la aplicación de las normas de derecho internacional privado del Estado contratante requerido.*
- e) *Si la decisión fuere inconciliable con una decisión dictada con anterioridad*

en un Estado no contratante entre las mismas partes en un litigio que tuviere el mismo objeto y la misma causa, cuando esta última decisión reuniere las condiciones necesarias para su reconocimiento en el Estado contratante requerido.

2. *Asimismo, no se reconocerán las decisiones dictadas en el Estado contratante de origen si se hubieren desconocido las disposiciones de competencia del presente Convenio.*
3. *En la apreciación de las competencias mencionadas en el apartado anterior, el tribunal requerido quedará vinculado por las apreciaciones de hecho sobre las cuales el tribunal de origen del Estado contratante de origen hubiere fundamentado su competencia.*
4. *Sin perjuicio de las disposiciones del apartado 2 de este artículo, no podrá controlarse la competencia del tribunal del Estado contratante de origen; el orden público contemplado en el punto 1. a) del presente artículo no afectará a las reglas relativas a la competencia judicial.*

Artículo 13. Prohibición de revisar el fondo.

La decisión extranjera no podrá ser objeto de revisión en cuanto al fondo.

CAPITULO IV

Ejecución de las decisiones

Artículo 14. Carácter de la decisión y órgano competente.

1. *Las decisiones dictadas por un tribunal de uno de los Estados contratantes que sean ejecutorias, se podrán ejecutar en territorio del otro Estado contratante, a solicitud de cualquiera de las partes interesadas.*

2. *La solicitud de ejecución se presentará:*
 - *En España, ante el Juzgado de 1ª Instancia en cuya demarcación residiere el demandado o en el que deba tener lugar la ejecución.*

 - *En Rumania, ante el Juzgado en el que deba tener lugar la ejecución.*

Artículo 15. Ley aplicable.

1. *La solicitud de ejecución se regirá por la ley del foro.*

2. *Dicha ley determinará las medidas cautelares que sean procedentes en relación al litigante contra el que se hubiere despachado ejecución, mientras se estuviere*

sustanciando algún recurso.

Artículo 16. Ejecución parcial.

Cuando la decisión extranjera se hubiere pronunciado sobre varias pretensiones que sean disociables, el solicitante podrá pedir la ejecución parcial.

Artículo 17. Multas civiles y costas.

Para que pueda despacharse la ejecución para el pago de multas civiles o costas, será preciso que la cantidad haya sido fijada, por resolución del tribunal de origen.

Artículo 18. Asistencia jurídica gratuita.

El solicitante de la ejecución, que en el Estado contratante de origen hubiese gozado del beneficio de asistencia jurídica gratuita, total o parcial, gozará de un beneficio comparable ante el tribunal competente para la ejecución.

Artículo 19. Dispensa de caución o depósito.

A la parte que instare en un Estado contratante la ejecución de una decisión dictada en el otro Estado contratante no podrá exigírsele caución o depósito alguno, sea cual fuere su denominación, por su condición de extranjero o por no estar domiciliado o no ser residente en el Estado contratante requerido.

Artículo 20. Documentación.

1. *El litigante que instare el reconocimiento o la ejecución deberá presentar:*
 - a) *Copia auténtica de la resolución acreditando, además, que es firme y ejecutoria y ha sido notificada.*
 - b) *Documento acreditativo, cuando la resolución ha sido dictada en rebeldía, de que la demanda fue notificada, en forma, de acuerdo con la ley del Estado contratante de origen.*
 - c) *En su caso y si se tratase de la ejecución, el documento justificativo del beneficio de asistencia jurídica gratuita.*
2. *Si no se presentasen los documentos previstos arriba mencionados, el tribunal podrá*

fixar un plazo para su presentación, que no excederá de sesenta días, aceptar documentos equivalentes o dispensar de ellos si se considerase suficientemente ilustrado.

3. *Si el tribunal lo exigiere se presentará una traducción de los documentos. La traducción estará certificada por una persona autorizada a tal fin en uno de los Estados contratantes.*
4. *No se exigirá legalización o formalidad análoga de los anteriores documentos o del poder para pleitos, bastando con que no existan dudas acerca de su autenticidad.*

CAPITULO V

Disposiciones finales

Artículo 21. *Entrada en vigor, duración, y solución de controversias.*

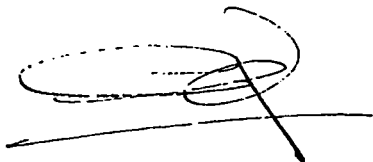
1. *El presente Convenio está sujeto a ratificación, entrando en vigor a los 30 días desde la fecha de la última notificación en la cual los Estados contratantes se informen del cumplimiento de los procedimientos internos necesarios a tal fin.*
2. *El Convenio tendrá una duración indefinida, pudiendo denunciarse mediante notificación escrita por vía diplomática. La denuncia producirá efecto seis meses*

después de la fecha de recepción de la notificación.

3. *Las dificultades que puedan surgir en aplicación del presente Convenio serán resueltas por vía diplomática.*

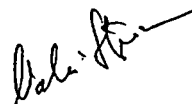
Hecho en ~~Bucarest~~..... a ~~dieciséte~~..... de ~~Noviembre~~..... de mil novecientos noventa y siete, en dos ejemplares originales, cada uno en lengua española, rumana y francesa, siendo igualmente auténticos todos los textos.

POR ESPAÑA
"a.r."



Margarita Mariscal de Gante y Mirón
Ministra de Justicia

POR RUMANIA



Valeriu Stoica
Ministro de Justicia

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN SPAIN AND ROMANIA ON JURISDICTION
AND THE RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF JUDGEMENTS IN
CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS

Spain and Romania (hereinafter referred to as "the Contracting Parties"),

Desiring to establish bilateral relations of cooperation in legal matters to complement those existing multilaterally within the framework of the Council of Europe,

Considering that the establishment of a uniform system for the international jurisdiction of their courts and an expeditious procedure for the enforcement of judgements in civil and commercial matters is not only in the interest of their nationals but will also serve to sustain the development of their economic relations,

Have decided to adopt a Convention on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgements in civil and commercial matters, and to that end have agreed as follows:

CHAPTER I. SCOPE

Article 1. Matters included

This Convention shall apply in civil and commercial matters whatever the nature or designation of the court or tribunal.

Article 2. Matters excluded

This Convention shall not apply to:

- (a) Revenue, customs or administrative matters;
- (b) The status or legal capacity of natural persons, rights in property arising out of a matrimonial relationship, wills or legitimate succession;
- (c) Bankruptcy, winding-up proceedings and judicial arrangements or compositions between debtors and creditors;
- (d) Social security;
- (e) Insurance schemes under private law;
- (f) Civil navigation;
- (g) Arbitration.

CHAPTER II. JURISDICTION

Article 3. General jurisdiction

Natural or legal persons domiciled or having their principal place of business in the territory of one of the Contracting States shall, whatever their nationality, be subject to the ju-

risdiction of that State and may be sued in the courts of the other Contracting State only by virtue of the rules of jurisdiction set out in this Convention.

Natural or legal persons shall, if they are not nationals of the Contracting State in which they are domiciled or have their principal place of business, be governed by the rules of jurisdiction applicable to nationals of that State.

Article 4. Exclusive jurisdiction

The following courts shall have exclusive jurisdiction, regardless of considerations of domicile or principal place of business:

1. In matters relating to rights in rem in immovable property or to leases of immovable property, the courts of the Contracting State in which the property is situated;

However, in matters relating to leases of immovable property intended for private use which are concluded for a maximum period of six consecutive months, the courts of the Contracting State in which the defendant is domiciled shall also have jurisdiction, provided that the lessor and the tenant are natural persons and neither party is domiciled in the Contracting State in which the property is situated;

2. In matters relating to the validity of the constitution, the nullity or the dissolution of legal persons, or to the decisions of their organs, the courts of the Contracting State in which the legal person has its seat;

3. In matters relating to the validity of entries in public registers, the courts of the Contracting State in which the register is kept;

4. In matters relating to the registration or validity of patents, trade marks, designs or models and other similar rights required to be deposited or registered, the courts of the Contracting State in which the deposit or registration has been applied for, has taken place or is deemed to have taken place under the terms of an international agreement;

5. In matters relating to the enforcement of judgements, the courts of the Contracting State in which the judgement has been or is to be enforced.

Article 5. Special jurisdiction

Notwithstanding the provisions of article 3, persons domiciled or having their principal place of business in one of the Contracting States may, in the other Contracting State, be sued:

1. In matters relating to a contract, in the courts for the place where the obligation in question has been or is to be performed; in matters relating to individual contracts of employment, this place shall be the place where the employee habitually carries out his work or, in the case of the employer, the place where the contracting establishment has its seat;

2. In matters relating to maintenance obligations, in the courts for the place where the maintenance creditor is domiciled or habitually resident or, if the matter is ancillary to proceedings concerning the status of a person, in the court of the Contracting State which has jurisdiction in the main proceedings;

3. In matters relating to tort, delict or quasi-delict, in the courts for the place where the harmful event occurred;

4. In matters relating to civil proceedings based on an act giving rise to criminal proceedings, in the courts for the place where the criminal proceedings have been undertaken;

5. In the case of a dispute arising out of the operations of a branch, agency or other establishment, in the courts for the place in which the branch, agency or other establishment is situated;

6. Where there are a number of defendants, in the courts for the place where any one of them is domiciled;

7. In the case of a counterclaim arising from the same facts or contract on which the original claim was based, from an action on a warranty or guarantee or from any other third-party proceedings, in the court in which the original claim is pending;

8. In matters relating to a contract, if the action may be combined with another action in matters relating to rights in rem in immovable property, in the courts of the Contracting State in which the property is situated.

Article 6. Jurisdiction by consent

1. A court of a Contracting State before which a defendant has entered an appearance shall have jurisdiction, except in the case of an appearance entered solely to contest the jurisdiction or in the cases referred to in paragraph 3 of this article.

2. Likewise, a court of a Contracting State shall have jurisdiction if the parties to a dispute have agreed that the court is to have jurisdiction to settle any disputes which have arisen or may arise in connection with a particular legal relationship. Such an agreement conferring jurisdiction shall be either:

(a) In writing or evidenced in writing, or

(b) In a form which accords with practices which the parties to the dispute have established in relations between themselves.

3. Agreements conferring jurisdiction shall have no legal force if the exclusive jurisdiction of courts provided for in article 4 would thereby be excluded or if, in matters relating to individual contracts of employment, personal rights were renounced before the dispute arose.

Article 7. Examination as to jurisdiction

1. Where a court of one Contracting State is seized of a claim which is principally concerned with a matter over which the courts of the other Contracting State have exclusive jurisdiction by virtue of article 4, it shall declare of its own motion that it has no jurisdiction.

2. Where a defendant domiciled in one Contracting State is sued in a court of the other Contracting State and does not enter an appearance, the court shall declare of its own motion that it has no jurisdiction unless its jurisdiction is derived from a provision of this Convention.

Article 8. Lis Pendens and related actions

1. Where proceedings involving the same cause of action and between the same parties to a dispute have been brought in two different courts, each in one of the Contracting States, the court in which the proceedings were instituted second shall of its own motion stay its proceedings until such time as the jurisdiction of the court first seized is established.

Where the jurisdiction of the court first seized is established, the court in which the proceedings were instituted second shall decline jurisdiction in favour of the former.

2. Where a denial of justice ensues as a result of a negative conflict of jurisdiction, any court may be seized of the litigation.

3. Where related actions have been brought in courts situated in the two Contracting States, the court in which the proceedings were instituted later may, while the actions are pending at first instance, stay its proceedings.

That court may also, on the application of one of the parties to the dispute, decline jurisdiction if the law of that court permits the consolidation of related actions and the court first seized has jurisdiction over both actions.

4. For the purposes of paragraph 3 of this article, actions are deemed to be related where they are so closely connected that it is expedient to hear and determine them together in order to avoid the risk of irreconcilable judgements resulting from separate proceedings.

5. Where exclusive jurisdiction is claimed by both courts, jurisdiction shall be declined in favour of the court first seized.

Article 9. Provisional, including protective, measures

Application may be made to the courts of one Contracting State for provisional, including protective, measures even if, under this Convention, the courts of the other Contracting State have jurisdiction as to the substance of the matter.

Such measures must be in conformity with the law of the court to which application has been made and, in all cases, shall have no legal force if the court thus seized declares them to be without legal force.

CHAPTER III. RECOGNITION AND ENFORCEMENT

Article 10. Judgements

For the purposes of this Convention, the term "judgement" means any judgement given by a court of a Contracting State, whatever the judgement may be called, as well as the determination of the costs of the proceedings.

Article 11. Recognition

1. A judgement given in one Contracting State shall be recognized in the other Contracting State without any special procedure being required.

2. Any interested party who raises the recognition of a judgement as the principal issue in a dispute may, in accordance with the procedure provided for in Chapter IV, apply for a decision that the judgement be recognized.

3. If the outcome of proceedings in a court of a Contracting State depends on the determination of an incidental question of recognition, that court shall have jurisdiction over that question.

Article 12. Grounds for refusal of recognition

1. A judgement shall not be recognized:

(a) If such recognition is manifestly contrary to public policy in the Contracting State in which recognition is sought;

(b) Where it was given in default of appearance, if the defendant was not duly served with the document which instituted the proceedings or with an equivalent document in sufficient time to enable him to arrange for his defence;

(c) If the judgement is irreconcilable with a judgement given in a dispute between the same parties in the Contracting State in which recognition is sought;

(d) If the court of the Contracting State of origin, in order to arrive at its judgement, has decided a preliminary question concerning the status or legal capacity of natural persons, rights in property arising out of a matrimonial relationship, wills or legitimate succession in a way that conflicts with a rule of private international law of the Contracting State in which recognition is sought, unless the same result would have been reached by the application of the rules of private international law of the latter State;

(e) If the judgement is irreconcilable with an earlier judgement given in a non-contracting State involving the same cause of action and between the same parties, provided that this latter judgement fulfils the conditions necessary for its recognition in the Contracting State addressed.

2. Moreover, a judgement given in the Contracting State of origin shall not be recognized if it conflicts with the provisions of this Convention regarding jurisdiction.

3. In its examination of the grounds of jurisdiction referred to in the preceding paragraph, the court or authority applied to shall be bound by the findings of fact on which the court of the Contracting State of origin based its jurisdiction.

4. Subject to the provisions of paragraph 2 of this article, the jurisdiction of the court of the Contracting State of origin may not be reviewed; the test of public policy referred to in paragraph 1 (a) of this article may not be applied to the rules relating to jurisdiction.

Article 13. Prohibition against review of substance

A foreign judgement may not be reviewed as to its substance.

CHAPTER IV. ENFORCEMENT OF JUDGEMENTS

Article 14. Type of judgement and court having jurisdiction

1. A judgement given by a court of one of the Contracting States and enforceable in that State may, on the application of any interested party, be enforced in the territory of the other Contracting State.

2. The application shall be submitted:

In Spain, to the Juzgado de Primera Instancia in whose district the defendant is domiciled or the judgement is to be enforced;

In Romania, to the court in whose district the judgement is to be enforced.

Article 15. Applicable law

1. The procedure for the submission and determination of the application shall be governed by the law of the court in question.

2. That same law shall determine any protective measures to be taken, while an appeal is pending, with respect to the party against whom enforcement has been authorized.

Article 16. Partial enforcement

Where a foreign judgement has been given in respect of several discrete matters, an applicant may request partial enforcement.

Article 17. Civil fines and court costs

The payment of civil fines or court costs shall be enforceable only if the amount of the payment has been determined in a judgement given by the court of origin.

Article 18. Free legal aid

An applicant who, in the Contracting State of origin, has benefited completely or partially from free legal aid shall be entitled to a similar benefit in the court having jurisdiction for enforcement.

Article 19. Exemption from furnishing a security or deposit

A party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgement given in the other Contracting State shall not be required to furnish a security or deposit, however described, on the grounds that he is a foreign national or that he is not domiciled or resident in the Contracting State in which enforcement is sought.

Article 20. Documentation

1. The party to a dispute who seeks recognition or applies for enforcement shall produce:

(a) A certified true copy of the judgement which establishes also that it is a final, enforceable judgement and has been served;

(b) In the case of a judgement given in default, a document which establishes that the document instituting the proceedings was served in due form according to the law of the Contracting State of origin;

(c) In the case of the enforcement of a judgement, a document showing, where appropriate, that the applicant is in receipt of free legal aid.

2. If the documents specified above are not produced, the court may set a time limit of no more than sixty days for producing them, accept equivalent documents or, if it considers that it has sufficient information before it, dispense with their production.

3. If the court so requires, a translation of the documents shall be produced. The translation shall be certified by a person qualified to do so in one of the Contracting States.

4. Where there is no doubt as to the authenticity of the documents, no legalization or other similar formality shall be required in respect of the aforesaid documents or of a document appointing a representative ad litem.

CHAPTER V. FINAL PROVISIONS

Article 21. Entry into force, duration and settlement of differences

1. This Convention shall be submitted for ratification and shall enter into force thirty days after the date of the last notification by which one of the Contracting States has informed the other of the completion of the requisite internal procedures.

2. The Convention shall remain in force for an indefinite period and it may be denounced by means of a notification in writing through the diplomatic channel. The denunciation shall take effect six months after the date of receipt of the notification.

3. Any difficulties which may arise in the application of this Convention shall be resolved through the diplomatic channel.

Done at Bucharest on 17 November 1997 in duplicate originals, each in the Spanish, Romanian and French languages, all texts being equally authentic.

For Spain, ad referendum:

MARGARITA MARISCAL DE GANTE Y MIRÓN
Minister of Justice

For Romania:

VALERIU STOICA
Minister of Justice